



**DE L'HEGEMONIE POLITIQUE A LA
DOMINATION HEGEMONIQUE :
LE FRELIMO TRENTE ANS APRES LES
« REFORMES DEMOCRATIQUES »**

Régio Conrado

Observatoire de l'Afrique centrale et australe

Note n. 30
2022



Note réalisée par l'Ifri au profit de la Direction générale
des relations internationales et de la stratégie du ministère des Armées

Résumé

En Afrique, le parti mozambicain Frelimo est l'un des rares partis qui a su se maintenir au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1975. Malgré de nombreuses crises internes et externes, il continue de gouverner le Mozambique sans partage et a remporté toutes les élections « démocratiques » depuis 1994. Cette résilience s'explique principalement par deux raisons fondamentales. La première tient à son contrôle de l'appareil d'Etat, en particulier de la justice et de l'administration électorale. La seconde tient à sa mainmise sur l'économie nationale et à l'accaparement des richesses.

Abstract

In Africa, the Frelimo party is one of the few parties to have been in power since 1975 without interruption. Despite numerous internal and external crises, he continues to govern Mozambique unchallenged and has won every “democratic” election since 1994. This resilience can be explained by two fundamental reasons. The first relates to its control of the state apparatus, in particular the judiciary and the electoral administration. The second is its stranglehold on the national economy and its resources.

Auteur

Régio Conrado est doctorant en Science Politique à Sciences Po Bordeaux (Les Afriques dans le Monde-LAM) et chercheur associé au Centre d'Études Africaines-Leiden. Il est enseignant contractuel de science politique à Sciences Po Bordeaux et président de l'Association des Doctorants de l'Ecole Doctorale, Société, Santé et Politique de l'Université de Bordeaux et Sciences Po Bordeaux. Il a publié : *Le pouvoir de l'hôpital, légitimation, domination, et formation de l'État au Mozambique colonial et post-colonial*, Berlin, Presses d'Universités Européennes, 2018 ; *Aporias do Moçambique pos-colonial: Estado, Sociedade et capital (Aporias du Mozambique post-colonial: État, société et capital)*, Montréal, Daraja Press, 2021.

Introduction

Le Front de Libération du Mozambique (FRELIMO)¹ a été fondé à Dar es Salaam, en Tanzanie, en 1962, lorsque trois mouvements nationalistes régionaux - l'Union Nationale Mozambicaine (MANU), l'Union Nationale démocratique du Mozambique (UDENAMO) et l'Union Nationale Africaine pour l'indépendance du Mozambique (MANUI) - ont « fusionné » en un seul mouvement de guérilla. Après dix années de guerre d'indépendance (1964-1974), le Frelimo a pu accéder au pouvoir et s'imposer comme le seul parti autorisé dans la système politique mozambicain. Après l'adoption de la Constitution de 1975, toute opposition politique devint illégale et toute revendication contre des mesures politiques, sociales, économiques ou même culturelles menées par le Frelimo constitua un « acte contraire aux intérêts nationaux »². La ligne idéologique du parti fut « socialiste », anticapitaliste et modernisatrice, ce qui impliquait la suppression des libertés politiques et civiques, la collectivisation de la production, la persécution des opposants ou encore l'interdiction de pratiquer les religions traditionnelles et l'abolition de chefferies traditionnelles. Ces politiques radicales ont mené à une guerre civile sanglante (1976-1992) qui a mis à mal le projet politique du Frelimo. La fin de la Guerre Froide et le quasi effondrement de l'État mozambicain en raison de l'intensité de la guerre civile, à laquelle s'ajouta une succession de sécheresses, contraignirent les « marxistes » à l'adoption de réformes démocratiques et libérales cosmétiques (adoption d'un programme d'ajustement structurel, abandon de l'idéologie marxiste-léniniste en 1989, promulgation d'une constitution instaurant le multipartisme en 1990, etc.). Une transition démocratique de deux ans suivit la signature de l'Accord général de paix entre le gouvernement et le mouvement rebelle Renamo en octobre 1992 (Résistance nationale du Mozambique)³, et les premières élections

¹ Il est important de préciser qu'avant 1977, c'est-à-dire, entre 1962-1977, le FRELIMO était un mouvement de libération national. C'est dans le troisième congrès du Frelimo en février de 1977 qu'il devenu un parti politique d'avant-garde. Lorsque l'on parle du mouvement l'orthographe est FRELIMO et lorsqu'il est question du parti l'orthographe est plutôt Frelimo.

² Samora Machel, « Estabelecer o poder popular para servir as massas », in *A nossa luta, Maputo, Imprensa Nacional, 1975.*

³ Résistance National du Mozambique, un mouvement rebelle, fut créé entre 1975/1976 et fut financé par les régimes de la Rhodésie (Zimbabwe actuel) et de l'Afrique du Sud. L'objectif du mouvement était d'empêcher le Frelimo de mettre en place un système

démocratiques eurent lieu les 27 et 28 octobre 1994. Le processus de démocratisation initié dans les années 1990 avait comme but principal de mettre un terme à la guerre civile et fut à ce titre un succès à double tranchant. En effet, alors qu'il mettait en place des institutions démocratiques, le Frelimo a construit un Etat dont le fonctionnement repose, jusqu'au plus bas niveau de l'administration, sur des agents fidèles aux orientations du parti, et il s'est efforcé à reprendre le contrôle d'une grande partie des zones rurales tenues par la Renamo durant la guerre civile. Avec trente ans de recul, la démocratisation au Mozambique peut être considérée comme un instrument de reconstruction de l'hégémonie du Frelimo dans un contexte d'après-guerre civile.

Carte du Mozambique



The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations or International Crisis Group. Based on UN Map No. 3706 Rev. 7 (July 2020)

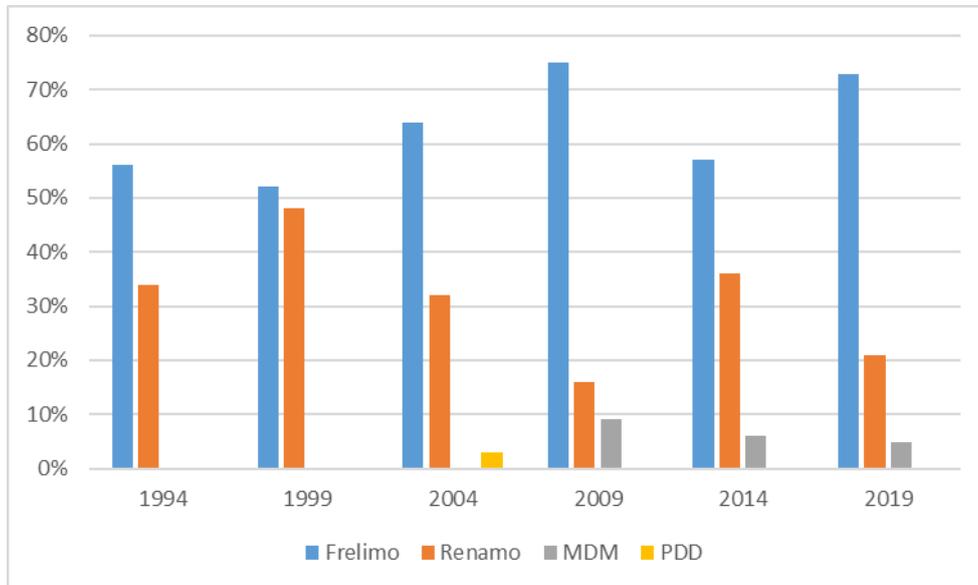
« communiste » ainsi que de d'aider les mouvements de libération nationale dans les pays de la région dans leurs luttes contre les régimes coloniaux.

Cette étude analyse les ressorts de la pérennité de la domination du Frelimo dans un système de démocratie constitutionnelle qui laissait présager le déclin du parti de l'indépendance. Malgré les mauvais résultats économiques, la crise de la dette, une corruption endémique, la violence électorale et politique, le Frelimo continue d'être le parti dominant. Cet apparent paradoxe s'explique par sa double emprise sur l'Etat et l'économie.

L'hégémonie politique par le contrôle des processus électoraux

Depuis les premières élections multipartites en 1994, le Frelimo et son candidat présidentiel ont systématiquement remporté les scrutins nationaux, mais non sans heurts. Toutes les élections furent contestées par l'opposition, à l'exception de celles de 1994, acceptées par la Renamo. L'élection générale (les scrutins présidentiel et parlementaire sont tenus le même jour) de 1999 s'est avérée la plus problématique. Il s'agissait de la première élection générale organisée par les autorités mozambicaines. La Renamo a contesté ces résultats en alléguant des fraudes. Suite à l'échec des négociations avec le gouvernement mozambicain pour sortir de l'impasse électorale, les membres de la Renamo ont initié des manifestations dans tout le pays qui ont fait des centaines de morts. En réaction, le Frelimo a renforcé son contrôle sur l'appareil électoral. Le tableau ci-dessous démontre la proximité des résultats de l'élection présidentielle de 1994 et 1999 entre les deux candidats, Joaquim Chissano (Frelimo) et Afonso Dhlakama (Renamo).

Graphique : Résultats des élections présidentielles depuis 1994



Source :Ifri, adapté des données publiées par la Commission électorale nationale

Les résultats des élections de 1994 ont mis en lumière l’ancrage de la Renamo dans les zones du centre et du nord du Mozambique et ont conduit le Frelimo à établir son emprise sur les institutions électorales afin de limiter l’influence de son rival⁴. Le fonctionnement et la composition de la Commission électorale nationale (Comissão Nacional de Eleições, CNE) sont un élément central dans la domination de la politique mozambicaine par le Frelimo. Composée à la fois par des membres de partis politiques et par des acteurs de la société civile, la CNE n’a jamais pu être réellement indépendante du parti au pouvoir, car le Frelimo a toujours pu placer des personnes de confiance dans les postes stratégiques de cette institution. Depuis 1994, la loi électorale confère à la CNE le pouvoir d’organiser l’intégralité du processus électoral (calendrier électoral, procédures de candidature des partis et des candidats à la présidentielle, tirage au sort pour l’emplacement des partis et des candidats sur le bulletin de vote, etc.). Pendant la première partie de son histoire, la CNE était uniquement composée de membres des partis politiques en fonction de leur nombre de sièges au parlement. Le président de la République nommait le président de la CNE sur une liste de trois candidats, fournie par le parlement national. De ce fait, le Frelimo dominait la CNE. Cependant, depuis la loi

⁴ Michel Cahen, «Programas, sim, mas para fazer o quê? Uma análise dos manifestos eleitorais dos partidos políticos para a eleições moçambicanas de 15 de outubro de 2019», in Salvador Cadete Forquilha, *Desafios para Moçambique 2020*, Maputo, IESE, 2020, p. 97-120.

électorale de 2007⁵, produit d'une forte pression de la Renamo, la CNE doit compter des membres de la société civile, désormais les plus nombreux. A présent, la CNE est composée de 17 membres : sept membres sont issus de la société civile, cinq membres sont proposés par le Frelimo, quatre par la Renamo et un par le Mouvement Démocratique du Mozambique. Néanmoins, les parlementaires du Frelimo ont réussi à faire en sorte que la loi électorale reste vague sur les mécanismes régissant la nomination des membres de la société civile. Les réformes de 2014 et 2019 de la loi électorale stipulaient simplement que les représentants de la société civile de la CNE devaient être « libres » et sans relation directe avec les partis politiques. Dans les faits, cela a donné plus de possibilité au Frelimo pour coopter les membres de la société civile qui lui sont proches⁶. Le Frelimo ayant une influence certaine sur une partie importante des organisations de la société, y compris les organisations religieuses qui sont très actives dans les processus électoraux, il est en mesure de contrôler discrètement la CNE. Depuis 2014, le président de la CNE doit être issu de la société civile - les deux derniers présidents de la CNE appartenant à des organisations religieuses proches du Frelimo.

Les cinq réformes de la loi électorale (la dernière date de 2019) ont permis au Frelimo de maintenir le contrôle des processus électoraux à la fois par sa majorité absolue au parlement et son influence sur la société civile. Cette situation s'est traduite par des victoires électorales du Frelimo entachées d'irrégularités, comme ce fut le cas lors du dernier scrutin de 2019 remporté une fois de plus par le Frelimo⁷.

Le 15 octobre 2019, les sixièmes élections générales se sont tenues dans un climat marqué par des tensions économiques, politiques et sociales, malgré la signature d'un troisième « Accord de paix » censé mettre un terme à la crise politico-militaire débutée en 2012⁸. Lors de ces

⁵ Loi n°8/2007 de 8 février, voir en particulier les articles 2, 4 et 5.

⁶ Loi n°9/2014 de 12 mars et Loi n°9/2019 de 31 mai.

⁷ DW, Sociedade Civil diz que irregularidades descredibilizam eleições moçambicana, 06 novembre 2019, Lire ici : <https://www.dw.com>. Observador, Eleições em Moçambique : CNE manifesta preocupação com algumas irregularidades, 29 août 2019, Lire ici : <https://observador.pt>. RFI, Moçambique, após pleito marcado por denúncias de fraude, a apuração pode durar 15 dias, 16 octobre 2019, Lire ici : <https://www.rfi.fr>.

⁸ La crise politique et militaire de 2012 est marquée par le retour à la guerre. Au Mozambique, on appelle cette période la « deuxième guerre civile », au cours de laquelle la Renamo et les Forces Armées du Mozambique se sont affrontées dans la région centrale du Mozambique (Sofala, Manica, Zambezia et Tete). La raison principale est le refus du gouvernement d'intégrer les combattants de la Renamo dans les Forces de Sécurité et Défense du Mozambique (Armées, Police, Services de Renseignement interne et externe, entre autres). Pour approfondir, lire: Stephanie Regalia, « The Resurgence of Conflict in Mozambique. Ghosts from the Past and Brakes to Peaceful Democracy », *Notes de Ifri*, Ifri, mai 2017, Lire ici : <https://www.ifri.org>.

élections, le parti Frelimo a obtenu 73,6% des suffrages exprimés (et 184 sièges au parlement sur 250) et son candidat présidentiel, Filipe Nyusi, a obtenu 73% des voix. Le Frelimo a également remporté la majorité dans les dix assemblées provinciales, y compris dans les provinces de Nampula, Zambézia, Tete, Manica et Sofala où la Renamo avait toujours obtenu la majorité depuis 1994. Cependant cette élection a été marquée par de nombreuses irrégularités, facilitées par le contrôle du dispositif électoral. Ainsi le processus d'inscription sur les listes électorales a été plus complet dans les régions plus enclines à voter pour le Frelimo (Gaza, Cabo Delgado, Niassa, Maputo Province, certains quartiers de la capitale, Maputo, et de la province de Tete et Manica) et moins exhaustif dans les régions qui étaient historiquement remportées par l'opposition (Nampula, Zambezia, Sofala, Manica et dans certaines régions de Tete). Par ailleurs, les forces de sécurité ont été utilisées pour contrôler le dépouillement, en intimidant les observateurs de la société civile et de l'opposition. Pour ces raisons, le scrutin de 2019 a été largement dénoncé tant par des observateurs mozambicains que par des observateurs étrangers.⁹

La domination politique du parti au pouvoir ne se limite pas aux institutions électorales mais s'étend aux instances juridiques dont le rôle est d'assurer le déroulement démocratique du processus de vote. En effet, le Président de la République, qui est aussi le président du parti Frelimo, nomme les présidents des plus hautes juridictions du pays : le Tribunal Suprême, le Conseil Constitutionnel et le Tribunal Administratif (ce tribunal fonctionne aussi comme un Tribunal des comptes). Plusieurs de ces personnes sont aussi membres, plus ou moins actifs du Frelimo. Ainsi, le Conseil Constitutionnel a refusé à plusieurs reprises les demandes d'analyse des irrégularités observées lors des élections, ou a tranché en faveur des candidats du Frelimo. L'organe chargé du contentieux électoral est sous le contrôle du Frelimo par voie de la nomination de son président par le Président de la République, ce qui condamne toute voie de contestation légale des résultats¹⁰.

⁹ - Uniao Europeia (Missao de observação Eleitoral, Eleições gerais, et das assembleias provinciais de 15 de outubro 2019, Maputo, 2019;

- Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa, Preliminary statement, mission d'observation électorale d'EISA, 17 octobre 2019;

- The Commonwealth, Mozambique: presidential, national and provincial assembly elections, mission d'observation électorale, 15 octobre 2019.

¹⁰ Observador Eleições em Moçambique, Renamo submete o Conselho Constitucional recurso de contestação, 28 août 2019, Lire ici : <https://observador.pt>. Observador, Moçambique : conselho constitucional confirma reeleição de Filipe Nyusi como presidente, 23 décembre 2019, Lire ici : <https://observador.pt>. Notícias Mozambique, Autarquias 2018: mais um recurso da Renamo cai aos pé do Conselho Constitucioabal, 17 décembre 2018, Lirei ici : <http://noticiasmozambique.blogspot.com>. BBC para Africa, CNE rejeita reclamações da Renamo, 4 janvier 2020, Lire ici : <https://www.bbc.co.uk>.

Si l'hégémonie politique du Frelimo au Mozambique s'étend à l'ensemble du processus électoral, elle se manifeste aussi par les relations clientélistes et économiques entre les membres de l'élite politique.

L'hégémonie économique par l'imbrication des milieux d'affaires et des milieux politiques

Plusieurs travaux sur le politique en Afrique ont souligné le caractère néopatrimonial des États africains¹¹. Comme dans d'autres pays de la région, la « capture de l'État¹² » se double au Mozambique d'une capture de l'appareil économique¹³. Les privatisations des entreprises étatiques et la reconversion dans les affaires ont permis à l'élite du Frelimo de capturer d'importantes rentes économiques et, ce faisant, de renforcer sa domination politique¹⁴. Du début des négociations avec le FMI et la Banque Mondiale en 1985 jusqu'à l'abandon du « socialisme » et du régime de parti unique en 1989, le Frelimo a mis en place des privatisations au profit de ses élites. Il est à ce jour presque impossible pour un membre de l'opposition

¹¹ Jean-François Bayart, *L'État en Afrique : la politique du ventre*, Paris, Fayard, 2006. Patrick Chabal et Jean-Paul Daloz, *L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique*, Paris, Economica, 1998. J.F. Médard, « L'État patrimonial », *Politique africaine*, 1990, p. 25-36.

¹² La capture de l'État est une forme de corruption politique généralisée où les intérêts privés des élites politiques et gouvernementales influencent tous les processus décisionnels d'un État ou d'une administration. Au Mozambique, cette pratique est structurelle. Voir pour plus de détails : CMI et Centro de Integridade Publica, *The Costs of Corruption to Mozambican Economy : why it is Important to Fight Corruption in a Climate of Fiscal Fragility*, CMI Reports, décembre 2016.

¹³ *Moçambique para todos, Ha ou nao captura do Estado pela Frelimo?*, le 7 juillet 2007, Lire ici : <https://macua.blogs.com>. DW, *Moçambique : dividas ocultas sao o reflexo da podridão do regime que governa*, 22 octobre 2021, Lire ici : <https://www.dw.com>. DW *Dividas ocultas : ex-director da secreta quer Nyusi e Guebuza em tribunal*, 1er octobre 2021, Lire ici : <https://www.dw.com>.

¹⁴ Anne Pitcher, « Recreating colonialism or reconstructing the state? Privatisation and Politics in Mozambique », *Journal of Southern African Studies*, vol. 22 / 1, 1996, p. 49-74; Anne Pitcher, *Transforming Mozambique: The Politics of Privatization*, 1975–2000, Cambridge, Cambridge university Press, 2002.

de prospérer dans les affaires¹⁵, puisque la carte du parti est indispensable pour cela.

Historiquement, le processus de privatisation initié au milieu des années 1980 au Mozambique a bénéficié au Frelimo en tant que parti. En premier lieu, le parti a utilisé les privatisations pour récompenser des proches du pouvoir, en particulier des chefs militaires de la guerre civile et d'anciens combattants de la lutte de libération nationale. Dès 1992, le Frelimo a créé sa propre holding commerciale - la SPI Gestão e Investimentos Lda (SPI) - présente dans plusieurs entreprises privées et publiques. À ce jour, l'État détient des participations dans environ 150 entreprises. L'Institut de gestion des participations de l'État (IGEPE) est le principal bras institutionnel gérant ses intérêts commerciaux. De plus, l'État est actif dans l'économie par le biais d'entreprises publiques oligopolistiques dans des domaines stratégiques, à savoir les télécommunications (TMcel), les transports (Caminhos de Ferro de Moçambique), la distribution d'électricité (Electricidade de Moçambique) et d'eau (FIPAG) et les hydrocarbures (la compagnie pétrolière d'État, Empresa Nacional de Hidrocarbonetos, ENH). De ce fait, le Frelimo contrôle non seulement le secteur de l'économie parapublique mais aussi une grande partie de l'économie privée.

Si la législation sur la probité publique interdit tout conflit d'intérêts entre les membres du gouvernement, députés et hauts cadres de l'administration publique, dans les faits, cette loi n'est pas appliquée dans les termes prévus¹⁶. En outre, plusieurs députés, hauts cadres de l'administration et membres du gouvernement détiennent illégalement des entreprises qui entretiennent des rapports commerciaux ou économiques avec l'État. Souvent, ces membres ont recours à des « hommes de paille » et préfèrent abandonner leurs positions au sein des entreprises pour les céder à des proches, mais leurs relations avec l'État restent inchangées. Le cas de Carlos Mesquita, ministre de l'Industrie et du Commerce (depuis 2019), ancien ministre des Transports (2014-2019) et ancien PDG de la Colnerder, concessionnaire des chemins de fer et des ports au centre du Mozambique, est emblématique : Mesquita est un proche du Président de la République, Filipe Nyusi, qui était son collègue dans l'entreprise publique de chemins de fer et des ports, et il est également membre du comité central du Frelimo. En 2017, alors qu'il était déjà ministre des

¹⁵ Centro de Integridade Publica, CHR Mícherlsen Institute et Anti corruption resource Unit, "O custos da corrupção para a economia Moçambicana: porquê é que é importante combater a corrupção num clima de fragilidade fiscal", Maputo, mai 2016.

¹⁶ Loi n°16/2012 de 14 décembre (Loi de la probité publique).

Transports, Mesquita a signé deux contrats de fourniture de ses services de transport avec une entreprise dont son frère était devenu le PDG. Suite aux critiques publiques, Mesquita a dû annuler ces contrats, mais ce double positionnement (politique et économique) des membres de l'élite est caractéristique de l'économie mozambicaine¹⁷.

En effet, l'ensemble des membres du Frelimo est entré dans le monde des affaires. Ils composent un réseau de groupes d'intérêts qui fonctionne de manière pyramidale : le sommet est formé par les dirigeants du pays (y compris le président en exercice et ses prédécesseurs) et les grandes familles de la lutte de libération, souvent membres du Comité Central et de la Commission Politique, (les familles Chipande, Chissano, Guebuza, Pachinuapa, Machel, entre autres). Ces membres ont non seulement le pouvoir de déterminer les politiques nationales concernant les investissements, la politique fiscale, mais ils ont aussi le pouvoir de répartir les marchés entre les membres. Plus bas, les personnalités sont plus nombreuses mais moins puissantes et moins influentes. Il s'agit par exemple des ministres, ex-ministres et hauts fonctionnaires qui créent des sociétés dans leurs secteurs d'activité. Ainsi l'ancien président de la République, Armando Guebuza, a été qualifié de « Monsieur Guebusiness » dans la presse¹⁸. Outre le fait que Guebuza s'appuie sur les membres de sa famille pour la gestion de ses intérêts commerciaux, ses affaires reposent sur deux *holdings* clés qui impliquent d'autres personnalités politiques et gouvernementales : Intelect, dirigé par Salimo Abdula, un partenaire commercial du président Guebuza, et Insitec, dirigé par Celso Correia, ministre de l'Agriculture et du Développement rural et directeur de la campagne électorale de l'actuel président de la République Filipe Nyusi en 2014 et en 2019. Ce dernier semble suivre l'exemple de son prédécesseur. Sa famille est déjà très active dans les affaires : Florindo Jacinto Nyusi, fils du président actuel, est propriétaire de deux sociétés (Imograficas et Motil Moçambique), toutes créées après l'accession au pouvoir de Filipe Nyusi. La fille du président Nyusi, Claudia Filipe Nyusi, est actionnaire de Dambo Investe, Ulanda, Kami Energy et SGPS¹⁹. Cette entreprise est très active dans le domaine du tourisme de luxe. De plus, ils interviennent aussi dans le domaine du génie civil et dans la distribution

¹⁷ DW, Carlos Mesquita deve ser afastado do cargo ministerial, 23 octobre 2017, Lire ici : <https://www.dw.com>.

¹⁸Mail & Guardian, Mozambique's Mr Guebusiness, 6 janvier 2012, Lire ici : <https://mg.co.za>.

¹⁹ Centro de Integridade Publica, Numero de empresas da família Nyusi subiu de 100% nos últimos 5 anos, Maputo, 2020.

du vin. Filipe Nyusi a créé, avec plusieurs partenaires, la société Somoestiva (Sociedade Moçambicana de Estiva) pour la manutention des marchandises à bord et à l'extérieur des navires²⁰. De même, de nombreux ministres et hauts fonctionnaires ont créé des *holdings* qui, à leur tour, ont créé des sociétés pour des activités de rente dans de nombreux secteurs de l'économie nationale. Ces entreprises contribuent de manière directe au financement du parti (notamment ses campagnes électorales) et permettent d'alimenter ses réseaux clientélistes.

Les industries extractives et le gaz naturel en particulier offrent la meilleure illustration de ces pratiques. Depuis la découverte de gisements gaziers au nord du Mozambique,²¹ les élites politiques du Frelimo se sont positionnées pour l'avenir en créant des sociétés de services pour le stockage et le transport de gaz liquéfié. Les membres du Frelimo ont conclu des partenariats avec des sociétés étrangères (par exemple, Total et ENI) disposant de capitaux et de connaissances dans ce domaine. En échange, les élites politiques offrent leur capital politique pour influencer la prise de décision, en faveur des entreprises étrangères. Elles se trouvent donc en amont (pour l'attribution des contrats) et en aval (pour la fourniture de services) de l'exploitation du gaz. Le Frelimo a aussi créé en 2015 la Petroinveste, une entreprise dont l'objectif est de participer à l'exploitation du gaz et pétrole à Cabo Delgado²².

Exemples d'entrisme des élites du Frelimo dans le secteur extractif

Au Mozambique aucune loi n'empêche un ancien dirigeant, haut fonctionnaire ou député de créer une entreprise ou de s'impliquer dans les affaires. Néanmoins, la loi de probité publique interdit tout exercice d'une activité dans le monde des affaires pendant l'exercice de fonctions gouvernementale, parlementaire ou dans la haute administration. Cette loi a été adoptée dans un contexte où les partenaires de coopération multilatéraux et bilatéraux et la société civile exigeaient plus de transparence dans les affaires publiques²³. Depuis 2012,

²⁰ Centro de Integridade Pública, Serviço de Partilha de Informação, 13 août 2013.

²¹ Benjamin Augé, Le développement du secteur gazier en Tanzanie et au Mozambique. Les prémices de deux expériences dissymétriques, *Notes de l'Ifri*, Ifri, juin 2016, Lire ici : <https://www.ifri.org>

²² CIP, Sera a petroinveste-empresa ligada ao partido Frelimo, integrada na proposta vencedora, Maputo, CIP, 2015.

²³ Loi n°16/2012 de 14 décembre (Loi de la probité publique). Voir particulièrement les articles 25 et 33.

plusieurs dirigeants ont été obligés de choisir entre leurs fonctions dans le monde des affaires et leurs postes au sein de l'État. Par exemple, l'ancienne première-ministre Luisa Diogo a abandonné son mandat de député pour occuper un poste de direction à la Banque Barclays. S'il est fort important de reconnaître ces avancées, dans les faits cette situation n'a pas véritablement changé les rapports entre le monde des affaires et l'État mozambicain. Par exemple, l'actuel président de la Confédération des Associations économiques, Agostinho Vuma, est membre et député du Frelimo.

Alcinda Abreu, ancienne ministre de l'Environnement et membre de la commission politique du parti, possède deux sociétés dans le secteur extractif : Vindigo qui fournit des services dans les secteurs minier, pétrolier et gazier ; et South Oriente qui détient des intérêts dans le secteur extractif et vise à établir Orient Africa Resources en partenariat avec une société chinoise²⁴. Il s'agit d'un conflit d'intérêts évident puisque le ministère est chargé de délivrer les autorisations relatives à l'impact environnemental qui sont des préalables au démarrage des opérations d'exploration gazière.

La famille Sumbana - impliquant Fernando Sumbana, Jr., ancien ministre de la Jeunesse et des Sports, ancien ministre du Tourisme et ancien directeur du Centro de Promoção de Investimentos et António Fernandes Sumbana, ministre à la présidence – a créé Galana Distribution Moçambique qui est active dans la production, le raffinage et la distribution de pétrole et de produits chimiques²⁵.

En 2013, un groupe de responsables du Frelimo a créé Quionga Energia, SA, qui est activement impliquée dans le stockage et le transport de gaz. Parmi ces responsables figurent Alberto Chipande, vétéran du parti et membre du Comité Central, qui a tiré « le premier coup de feu » dans la lutte de libération nationale, ancien ministre de la Défense, membre de la commission politique du Parti Frelimo et membre du comité permanent de l'Assemblée de la République²⁶; Raimundo Pachinuapa, vétéran de la lutte armée et membre actuel de la Commission Politique et principal conseiller du président de la République de l'époque, Armando Emilio Guebuza; Lagos Lidimo, ancien chef des forces armées du Mozambique ; Abdul Magid Osman, ancien ministre des Finances ; et l'avocat Abdul Carimo Mohamed Issá, ancien juge et membre du parlement²⁷.

²⁴ Centro de Integridade Publica, Serviço de partilha de informação 13, Maputo, août 2013, Voir ici : <http://entresdireitoseomarketing.blogspot.com>.

²⁵ CIP, Boa governação, transparência e integridade, Maputo, n°13, août 2013.

²⁶ Centro de Integridade Publica, Serviço de partilha de informação 13, Maputo, août 2013, Voir ici : <http://entresdireitoseomarketing.blogspot.com>.

²⁷ Africa Confidential, Scramble for Nacala, vol.54, n°7, mars 2013, Lire ici : <https://www.africa-confidential.com>.

Un autre exemple est la société Conjane dont les propriétaires sont José Pacheco, membre du comité politique du Frelimo et ancien ministre de l'Agriculture, David Simango, ancien maire de Maputo, et Felício Zacarias, ancien ministre des Travaux publics et du Logement. Felício Zacaria a accru ses intérêts dans le secteur extractif par la création de Regius Diamonds et Mavui Diamonds auxquels ajoutent d'autres intérêts dans Afriminerals et Mozvest Mining²⁸.

Le Frelimo a placé aussi ses membres dans le secteur financier. A titre d'exemple, Luisa Diogo, ancienne première ministre, désormais membre du comité central du parti, est PDG de la banque ABSA (anciennement Barclays) Tomaz Salomao, ancien ministre des Affaires étrangères et actuel membre de la Commission Politique, est le président de la Standard Bank Mozambique.

L'enchevêtrement du monde des affaires et du Frelimo ne se limite pas à l'élite dirigeante à Maputo mais concerne aussi les élites locales du parti en province. Le trafic d'influence et les conflits d'intérêts sont à l'origine de leur prospérité. L'indissociabilité entre les mondes politique et économique fragilise le pays à plusieurs égards. L'enchevêtrement des domaines économiques et du parti renforce la domination du Frelimo. En plus du contrôle des processus électoraux, les membres du parti contrôlent les principaux secteurs économiques. L'accès aux ressources du pays est ainsi réservé à l'appareil partisan. L'Etat, l'économie et la politique partisane sont interdépendants.

²⁸ CIP, Boa governação, transparência e integridade, Maputo, n°13, août 2013.

Conclusion

La pérennité du Frelimo depuis 1975 ne s'explique pas par son bilan. Alors que le parti bénéficiait de l'image du mouvement de libération, il a ingénieusement mis à profit le processus de transition démocratique pour asseoir son contrôle sur l'appareil étatique. Le parti Frelimo est organiquement ancré dans l'État au point que l'un de ses fondateurs a même revendiqué que le Frelimo était « le propriétaire de l'État »²⁹. Par sa domination de la CNE et de l'appareil judiciaire, le Frelimo se maintient systématiquement au pouvoir à chaque scrutin électoral. Par ailleurs, la mainmise du Frelimo et de ses élites sur l'économie est l'autre cause de cette pérennité au pouvoir et de la sauvegarde de l'unité au sein du parti. Au Mozambique, au cours des 30 dernières années, ce qu'on a appelé la démocratie n'est rien de plus qu'un autoritarisme façonné par le discours du néolibéralisme, qui instrumentalise le discours démocratique pour répondre aux besoins de légitimité politique nationale et internationale du parti. Il n'y a pas de cohérence interne entre le discours démocratique promu par le parti au pouvoir et ses pratiques quotidiennes, de plus en plus autoritaires.

²⁹ Bernard Weimer, José Jaime Macuane et Laars Bur, « A Economia Política do Political Settlement em Moçambique : contexto e implicações da Descentralização », in Bernard Weimer, Moçambique : Descentralizar o Centralismo – Economia política, recursos, resultados, Maputo, IESE, 2012, p. 31-66.